



**AGENCE D'AIX-EN-PROVENCE**  
30, rue Paul Langevin  
13290 AIX-EN-PROVENCE CEDEX  
Tél : 04 42 52 73 10  
Fax : 04 42 17 03 47

## **ASSOCIATION DE PREVENTION ET D'AIDE A L'INSERTION (A.P.E.A)**

5, Avenue Garibaldi  
83500 La Seyne sur Mer

---

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

**SOCIETE FIDUCIAIRE NATIONALE DE REVISION COMPTABLE**

Société Anonyme d'Expertise Comptable et de Commissariat aux comptes au capital de 250 000 € - 334 301 488 RCS Nanterre – N° TVA FR 39 334 301 488  
Inscrite au tableau de l'ordre des Experts-Comptables de la Région Paris – Île-de-France et Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles  
Siège social : Paris La Défense – 41, rue du Capitaine Guynemer – 92925 La Défense Cedex – Site [www.fiducial.fr](http://www.fiducial.fr)



**ASSOCIATION DE PREVENTION ET  
D'AIDE A L'INSERTION  
(A.P.E.A)**

5, Avenue Garibaldi  
83500 La Seyne sur Mer

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'association,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**Association de Prévention Et d'Aide à l'insertion (A.P.E.A)**, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2023-03 exposées dans la note « Méthode Générale » de l'annexe des comptes annuels.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, sur la présentation d'ensemble des comptes et en particulier sur le traitement des subventions et comptes associés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Aix-en-Provence, le 29 avril 2026

Le Commissaire aux comptes  
FIDAUDIT

**Guillaume GASCOU**  
*Associé*

Bilan actif

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024	Var. (€)	Var. (%)
Frais d'établissement (I)						
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits ...	30 443	30 443				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains						
Constructions	710 881	597 414	113 467	86 847	26 620	30,65
Installations techniques, matériels et outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	383 714	227 605	156 109	62 911	93 199	148,14
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				23 079	-23 079	-100,00
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES						
Participations et créances rattachées	200		200	200		
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	153		153	153		
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	1 125 392	855 463	269 929	173 189	96 740	55,86
STOCKS ET EN-COURS						
Matières premières et autres approvisionnements						
En-cours (biens et services)						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances et acomptes sur commandes						
CRÉANCES						
Créances clients, usagers et comptes rattachés						
Créances reçues par legs ou donations						
Autres créances	280 066		280 066	281 447	-1 380	-0,49
Charges constatées d'avance	2 914		2 914	1 876	1 038	55,32
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT						
Actions propres						
Autres titres						
Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Disponibilités	1 893 047		1 893 047	1 969 846	-76 799	-3,90
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	2 176 028		2 176 028	2 253 169	-77 141	-3,42
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)						
Primes de remboursement des emprunts (V)						
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif (VI)						
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	3 301 420	855 463	2 445 957	2 426 358	19 599	0,81

Bilan passif

Postes	31/12/2025	31/12/2024	Var. (€)	Var. (%)
<strong>FONDS PROPRES</strong>				
<strong>Fonds propres sans droits de reprise</strong>	29 438	29 438		
Fonds propres statutaires	29 438	29 438		
Fonds propres complémentaires				
<strong>Fonds propres avec droit de reprise</strong>				
Fonds statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Écarts de réévaluation				
<strong>RÉSERVES</strong>				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves pour projets de l'entité	134 874	136 570	- 1 696	- 1,24
Autres réserves	862 700	862 700		
Report à nouveau	394 629	389 783	4 846	1,24
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	107 800	3 150	104 651	3,32k
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	1 837	5 452	- 3 615	- 66,31
Provisions réglementées	11 100	11 100		
<strong>TOTAL FONDS PROPRES (I)</strong>	<strong>1 542 378</strong>	<strong>1 438 192</strong>	<strong>104 185</strong>	<strong>7,24</strong>
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés	137 560	109 083	28 477	26,11
<strong>TOTAL FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS (II)</strong>	<strong>137 560</strong>	<strong>109 083</strong>	<strong>28 477</strong>	<strong>26,11</strong>
Provisions pour risques	10 256	31 586	- 21 330	- 67,53
Provisions pour charges	307 430	388 456	- 81 026	- 20,86
<strong>TOTAL PROVISIONS (III)</strong>	<strong>317 686</strong>	<strong>420 042</strong>	<strong>- 102 356</strong>	<strong>- 24,37</strong>
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Instruments financiers à terme				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	48 082	31 418	16 664	53,04
Dettes fiscales et sociales	284 203	308 655	- 24 452	- 7,92
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	4 444	7 363	- 2 920	- 39,65
Produits constatés d'avance	111 605	111 605		
<strong>TOTAL DETTES (IV)</strong>	<strong>448 334</strong>	<strong>459 041</strong>	<strong>- 10 707</strong>	<strong>- 2,33</strong>
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif (V)				
<strong>TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)</strong>	<strong>2 445 957</strong>	<strong>2 426 358</strong>	<strong>19 599</strong>	<strong>0,81</strong>

Compte de résultat

Postes	2025	2024	Var. (€)	Var. (%)
<strong>PRODUITS D'EXPLOITATION</strong>				
Cotisations	70	100	-30	-30,00
Ventes de biens				
Dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de services	3 854	4 105	-251	-6,11
Dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	2 461 727	2 398 189	63 537	2,65
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénat				
Legs, donations et assurance-vie				
Contributions financières				
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	21 010		21 010	
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	104 107	74 664	29 443	39,43
Utilisations des fonds dédiés	105 609	130 656	-25 047	-19,17
Autres produits	4 232	14	4 218	29,29k
<strong>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</strong>	<strong>2 700 608</strong>	<strong>2 607 729</strong>	<strong>92 879</strong>	<strong>3,56</strong>
<strong>CHARGES D'EXPLOITATION</strong>				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Autres achats et charges externes	298 573	313 120	-14 547	-4,65
Aides financières				
Impôts, taxes, et versements assimilés	155 789	152 927	2 862	1,87
Salaires	1 460 068	1 466 501	-6 433	-0,44
Cotisations sociales	487 910	473 108	14 802	3,13
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	38 150	36 159	1 991	5,51
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux provisions	1 751	82 973	-81 222	-97,89
Reports des fonds dédiés	134 086	91 536	42 550	46,48
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées				
Autres charges	20 304	1 344	18 961	1,41k
<strong>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)</strong>	<strong>2 596 631</strong>	<strong>2 617 668</strong>	<strong>-21 037</strong>	<strong>-0,80</strong>
<strong>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</strong>	<strong>103 977</strong>	<strong>-9 939</strong>	<strong>113 916</strong>	<strong>1,15k</strong>
<strong>PRODUITS FINANCIERS</strong>				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	4 442	5 345	-903	-16,90
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits des immobilisations financières cédées				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de tré...				
<strong>TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)</strong>	<strong>4 442</strong>	<strong>5 345</strong>	<strong>-903</strong>	<strong>-16,90</strong>
<strong>CHARGES FINANCIÈRES</strong>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				



Postes	2025	2024	Var. (€)	Var. (%)
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de tr...				
<b>TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)</b>				
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>4 442</b>	<b>5 345</b>	<b>-903</b>	<b>-16,90</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>108 419</b>	<b>-4 594</b>	<b>113 013</b>	<b>2,46k</b>
Produits exceptionnels (V)		8 423	-8 423	-100,00
Charges exceptionnelles (VI)				
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>		<b>8 423</b>	<b>-8 423</b>	<b>-100,00</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	619	679	-60	-8,90
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>2 705 050</b>	<b>2 621 497</b>	<b>83 554</b>	<b>3,19</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>2 597 250</b>	<b>2 618 347</b>	<b>-21 097</b>	<b>-0,81</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>				
Dons en nature	1 705	2 021	-316	-15,64
Prestations en nature	70 193	63 951	6 242	9,76
Bénévolat				
<b>TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>71 898</b>	<b>65 972</b>	<b>5 926</b>	<b>8,98</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens	70 193	63 951	6 242	9,76
Prestations en nature				
Personnel bénévole	1 705	2 021	-316	-15,64
<b>TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>71 898</b>	<b>65 972</b>	<b>5 926</b>	<b>8,98</b>
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>107 800</b>	<b>3 150</b>	<b>104 651</b>	<b>3,32k</b>

## Annexe association

### PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 2 445 957,17 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 107 800,17 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 05/03/2026 par les dirigeants.

### DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL (CONFORME AUX STATUTS)

« Cette association a pour buts la promotion, la gestion et le développement d'actions auprès d'enfants, de jeunes, de familles et de leur milieu de vie, ainsi qu'auprès de toute organisation, et dans les domaines :

- de la prévention spécialisée et de la médiation sociale ;
- de l'insertion sociale et professionnelle ;
- du logement et de l'hébergement ;
- du soutien et de l'accompagnement aux familles et à la scolarité ;
- de la santé et de l'accès aux soins ;
- de la recherche, du diagnostic, du développement, de l'évaluation et de la formation »

### NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS REALISEES

Habilitée à mettre en œuvre des actions de Prévention Spécialisée depuis 1990, l'Association est autorisée ; conformément au Code de l'Action Sociale et des Familles (notamment ses articles L.121-2, L.221-1 et L.312-1 relatifs à la prévention spécialisée) ; sur le territoire des communes de La Seyne-sur-Mer et Six-fours-les-Plages par arrêté départemental du 19/11/2009 étendu à celui de Sanary-sur-Mer par arrêté départemental du 18/07/2018. Ces autorisations ont été renouvelées pour 15 ans par arrêté AI 2024-1602, signé par Monsieur le Président du Conseil départemental du Var le 08/11/2024.

L'Association dispose également d'autres agréments :

Agrément C.D.I.A.E. par la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en 2008

Agréments au titre des actions en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées auprès de la Préfecture du Var (DDETS) depuis 2011

Agrément organisme d'intérêt général à caractère socio-éducatif (Direction Générale des Finances Publiques) le 01/12/2012

Agrément académique Rectorat de Nice "activités complémentaires de l'enseignement public" depuis le 01/08/2007

Certification ISO 9001 depuis le 01/08/2007 (renouvelée tous les 3 ans - dernier renouvellement suite à l'audit de juin 2025)

## DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Le budget global 2025 autorisé par le département, selon le rapport de détermination de la Dotation Globale de Financement pour un montant de 2 200 018 euros a été complété par la prise en charge du complément de rémunération versé aux personnels socio-éducatifs à hauteur de 92 768 euros, ainsi que la prise en charge "Séjour pour tous" à hauteur de 62 327 euros.

L'arrêté de tarification autorise également une reprise des excédents sous contrôle du département pour un montant global de 96 092 euros (soit le solde l'excédent 2019 pour 65 686 euros et une partie de celui de 2020 pour 30 407 euros) portant la dotation départementale à 1 270 674 euros et les autres financements attendus à hauteur de 988 347 euros.

Les dépenses du groupe II afférentes au personnel représentent, 87.61 % de ce budget.

Les résultats de 2019 à 2024 sous contrôle du tiers financeur s'élèvent à 321 312 euros au 31/12/2025.

2019	2020	2021	2022	2023	2024
65 685 €	61 314 €	59 602 €	77 944 €	42 219 €	14 548 €

Les comptes administratifs 2019-2020-2021-2022-2023-2024 n'ont pas été arrêtés par le département au 31/12/2025 et les résultats ci-dessus demeurent en instance d'affectation pour 321 312 €

Les comptes administratifs 2017 & 2018 ont été arrêtés partiellement par le département, en 2024, autorisant l'association à affecter en réserve d'investissement 53 496 € de l'excédent 2017 et 83 074 € de l'excédent 2018. Cette réserve d'investissement permettra, à terme, de changer les systèmes de téléphonie et de climatisation à hauteur de 58 070 € ainsi que les fenêtres et les volets du 5 Avenue Garibaldi à hauteur de 78 500 €.

Le Département a retenu le projet d'investissement portant les dotations annuelles arrêtées par tarification à 50 035 € en 2025.

La provision réglementée de 11 100 euros, en conformité avec le plan comptable (règlement N° 2019-04 du 08 novembre 2019\_Art 131-3) est maintenue. Cette provision réglementée correspond à la plus-value constatée sur la cession d'un véhicule figurant à l'actif de l'association remplacés en 2019 (3700 euros) et 2020 (7400 euros).

## PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

### METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions des règlements ANC n° 2018-06 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, ANC n° 2019-04 relatifs aux activités sociales et médico-sociales, tels que modifiés notamment par le règlement ANC n° 2023-03, et du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la **modernisation** des états financiers, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

L'exercice clos le 31 décembre 2025 est le premier exercice appliquant le règlement ANC n° 2022-06 / 2023-03, relatif à la modernisation des états financiers ; cette première application se traduit notamment par l'adoption des nouveaux modèles de bilan, de compte de résultat et d'annexe, la suppression des transferts de charges et l'actualisation du plan de comptes. Les informations comparatives de l'exercice précédent ont été retraitées/reclassées conformément aux dispositions de ce règlement.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

Subventions : en application du principe d'enregistrement des créances acquises, les subventions sont comptabilisées dès lors que l'organisme financeur a confirmé sa décision d'octroi.

Subventions d'investissement : les subventions d'investissement ont financé des immobilisations amortissables.

Il s'agit de subventions non renouvelables.

Les reprises sur subventions d'investissement s'effectuent au même rythme que l'amortissement des immobilisations renouvelables qu'elles ont financé.

Les éléments chiffrés sont présentés dans les notes sur le passif du bilan.

## PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

### Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

**Créances :**

Les créances, sont évaluées à leur valeur nominale.

Les créances sur les organismes financeurs font l'objet, le cas échéant, d'une provision pour risque, constatée au passif du bilan.

Voir chapitre suivant.

**Provisions pour risques et charges :**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Une provision pour risque est constatée dès lors que le versement de la subvention octroyée est incertain, compte tenu de la méthode retenue par les différents services instructeurs pour le calcul du solde à verser.

Pour l'exercice considéré nous avons maintenu la provision concernant les subventions octroyées par :

L'état :

Bourses VVV : 260 euros.

La provision pour risque « Ségur pour tous » de 21 330 euros a été reprise sur l'exercice et le risque c'est réalisé, la charge a été constatée en 2025.

La provision pour risque de reversement sur l'action « ARS EAJ 2024 » de 9 996.31 euros a été maintenu sur l'exercice.

Soit un poste provision pour risques et charges de 10 256.31 euros.

**Indemnités de fin de carrière :**

Les indemnités de fin de carrière font l'objet d'une comptabilisation depuis l'exercice 2005.

Le montant évalué pour 2025 ainsi que la méthode retenue sont précisés au paragraphe "6- Autres informations".

**Contributions volontaires :**

Conformément aux règlements comptables les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation et d'une comptabilisation : en fonction des éléments transmis par les organismes financeurs à la date de clôture des comptes pour la mise à disposition de locaux et d'un recensement rigoureux des temps de bénévolat.

## Annexe association (suite)

### NOTES SUR LE BILAN ACTIF

#### Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	30 443			30 443
Immobilisations corporelles	1 047 317	157 968	110 690	1 094 596
Immobilisations financières	353	961	961	353
<b>TOTAL</b>	<b>1 078 113</b>	<b>158 929</b>	<b>111 651</b>	<b>1 125 392</b>

#### Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	30 443			30 443
<b>TOTAL I</b>	<b>30 443</b>			<b>30 443</b>
Terrains				
Constructions				
sur sol propre	316 851	11 303		328 153
sur sol d'autrui	124 750			124 750
Installations générales, agencements	139 850	4 661		144 511
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	22 450	1 047		23 498
Matériel de transport	156 673	9 912	87 611	78 973
Matériel de bureau et informatique	113 908	11 227		125 135
Emballage récupérables et divers				
<b>TOTAL II</b>	<b>874 481</b>	<b>38 150</b>	<b>87 611</b>	<b>825 019</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>904 924</b>	<b>38 150</b>	<b>87 611</b>	<b>855 463</b>

*Etat des créances et charges constatées d'avance*

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé:</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	153		153
<b>Créances de l'actif circulant:</b>			
Créances usagers			
Autres créances	280 066	280 066	
<b>Charges constatées d'avance</b>	2 914	2 914	
<b>TOTAL</b>	<b>283 134</b>	<b>282 981</b>	<b>153</b>

*Etat des produits à recevoir*

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	264 591
Autres produits à recevoir	15 201
<b>TOTAL</b>	<b>279 792</b>



## Annexe association (suite)

### NOTES SUR LE BILAN PASSIF

#### Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation et Résultat	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	29 438				29 438
<i>Dont sous contrôle du tiers financeur</i>					
Fonds propres avec droit de reprise					
<i>Dont sous contrôle du tiers financeur</i>					
Ecart de réévaluation					
<i>Dont sous contrôle du tiers financeur</i>					
Réserves	999 270			1 696	997 574
<i>Dont issues CDVar</i>	136 570			1 696	134 874
Report à nouveau	389 783	3 150	1 696		394 629
<i>Dont Gestion libre</i>	48 019	4 666			52 685
<i>Dont sous contrôle de tiers financeurs</i>	341 764	-1 516 (1)	1 696		341 944
Excédent ou déficit de l'exercice	3 150	-3 150	107 800		107 800
<i>Dont Gestion libre</i>	4 666	-4 666	27 551		27 551
<i>Dont sous contrôle du Département</i>	-22 148	22 148	49 988		49 988
<i>Dont sous contrôle de la DREETS CEJ.JR</i>	20 632	-20 632	-19 272		-19 272
<i>Dont sous contrôle de la DREETS O2R</i>			49 535		49 535
<b>Situation nette</b>	<b>1 421 641</b>	<b>0</b>	<b>109 496</b>	<b>1 696</b>	<b>1 529 441</b>
Fonds propres consommables					
<i>Dont générosité du public</i>					
Subventions d'investissement	5 452			3 615	1 837
<i>Dont générosité du public</i>					
Provisions réglementées	11 100				11 100
<i>Dont générosité du public</i>					
<b>TOTAL FONDS ASSOCIATIFS</b>	<b>1 438 193</b>		<b>107 800</b>	<b>3 615</b>	<b>1 542 378</b>
<b>TOTAL dont sous contrôle des tiers financeurs</b>	<b>340 248</b>		<b>81 947</b>		<b>422 195</b>
<b>Fonds dédiés à l'investissement</b>	<b>13 044</b>			<b>3 422</b>	<b>9 622</b>
<b>Fonds dédiés sur activités (CF page 10)</b>	<b>96 039</b>		<b>127 938</b>	<b>96 039</b>	<b>127 938</b>
<b>TOTAL FONDS DEDIES</b>	<b>109 083</b>		<b>127 938</b>	<b>99 461</b>	<b>137 560</b>
(1) Dont sous contrôle du Département -22 148					
Dont sous contrôle de la DREETS CEJ.JR 20 632					
Total : - 1 516					

**Report à nouveau avant répartition du résultat**

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées <ul style="list-style-type: none"><li>- à l'exercice</li><li>- aux exercices ultérieurs</li></ul>		341 944
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs		52 685
Report à nouveau des activités propres de l'association		
<b>SOLDE</b>		<b>394 629</b>

*Analyse des fonds dédiés*

Nature des fonds par tiers financeurs	A l'ouverture	Aug. Engag. A réaliser s/ subv Attribuées	Diminution fonds dédiés util. Au cours de l'exercice	A la clôture	Dont part non mouvementée depuis au – 2 ans
ETAT	51 584	39 961	51 584	39 961	
REGION	2 915	15 854	2 915	15 854	
METROPOLE TPM	9 574	17 752	9 574	17 752	
COMMUNE DE LA SEYNE	23 710	32 876	23 710	32 876	
COMMUNE DE SIX FOURS	3 000	11 885	3 000	11 885	
COMMUNE DE SANARY	5 257	9 612	5 257	9 612	
Total Nature des fonds par tiers financeurs	96 040	127 938	96 040	127 938	

Nature des fonds par projets	A l'ouverture	Aug. Engag. A réaliser s/ subv Attribuées	Diminution fonds dédiés util. Au cours de l'exercice	A la clôture	Dont part non mouvementée depuis au – 2 ans
Prévention spécialisée la Seyne sur mer	0	6 935	0	6 935	
PRMSE	1 513	15 854	1 513	15 854	
Prévention spécialisée Six-Fours	0	8 912	0	8 912	
Prévention spécialisée Sanary	5 257	9 612	5 257	9 612	
Action de médiation sociale	71 445	58 576	71 445	58 576	
Fonds de solidarité logement	0	5 000	0	5 000	
Point Ecoute Médiation Santé	9 470	13 323	9 470	13 323	
Jeunes environnement solidarité	8 355	8 256	8 355	8 256	
Hébergement logement (ALT)	0	1 471	0	1 471	0
Total Nature des fonds par projets	96 040	127 940	96 040	127 940	

*Subventions d'investissement**Subventions*

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
CONSEIL GENERAL ACQ°. GARIBALDI VILLE LA SEYNE TRAVAUX GARIBALDI	N°6 2002	64 000			64 000
	N°7 2006	8 298			8 298
<b>TOTAL</b>		<b>72 298</b>			<b>72 298</b>

*Reprises*

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Quote-part virée au résultat de l'exercice	Reprise de l'exercice	A la clôture
CONSEIL GENERAL ACQ°. GARIBALDI VILLE LA SEYNE TRAVAUX GARIBALDI	N°6 2002	59 174	3 200		62 374
	N°7 2006	7 673	415		8 087
<b>TOTAL</b>		<b>66 846</b>	<b>3 615</b>		<b>70 461</b>

*Provisions pour risques et charges*

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées	11 100			11 100
<b>TOTAL (I)</b>	<b>11 100</b>			<b>11 100</b>
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires	388 456	1 751	82 777	307 430
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	31 586		21 330	10 256
<b>TOTAL (II)</b>	<b>420 042</b>	<b>1 751</b>	<b>104 107</b>	<b>317 686</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>431 142</b>	<b>1 751</b>	<b>104 107</b>	<b>328 786</b>
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		1 751	104 107	
- financières				
- exceptionnelles				

*Etat des dettes et produits constatés d'avance*

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	48 082	48 082		
Dettes fiscales et sociales	284 203	284 203		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	4 444	4 444		
Produits constatés d'avance	111 605	111 605		
<b>TOTAL</b>	<b>448 334</b>	<b>448 334</b>		

*Charges à payer par poste de bilan*

<b>Charges à payer</b>	<b>Montant</b>
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	12 455
Dettes fiscales et sociales	182 216
Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>194 670</b>

**Annexe association (suite)****AUTRES INFORMATIONS*****Engagements et sûretés réelles consenties***

**Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :**

Néant

**Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :**

Découvert autorisé sur le compte courant de l'association accordé par la caisse d'épargne : 250 000 euros.

Ce découvert est garanti par une Hypothèque conventionnelle de pleine propriété.

	<b>Montant des dettes</b>	<b>Montant des sûretés</b>
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes sur immobilisations		
Autres dettes		
<b>TOTAL</b>		

***Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés***

Les engagements de retraite s'élèvent au 31/12/2025 à 307 430 euros.

La provision inscrite au bilan au 31/12/2024 était de 388 456 euros.

Une reprise de provision a été effectuée à hauteur de 82 777 euros.

La dotation de l'exercice s'élève à 1 751 euros.

Les indemnités de départ en retraite sont comptabilisées au passif du bilan.

Le montant de la dette est évalué avec les paramètres suivants :

- un taux de revalorisation de 3,00%
- un taux d'actualisation de 3.50%
- les taux de charges sociales personnalisés pour chaque salarié (taux de 12/2025),
- un taux de rotation du personnel de :
  - 25% pour les salariés de 20 à 30 ans
  - 10% pour les salariés de 30 à 40 ans
  - 2% pour les salariés de 40 à 50 ans
  - 1% pour les salariés de 50 à 60 ans
- un âge de départ à la retraite à 65 ans

***Rémunération des cadres dirigeants***

Le montant des rémunérations des trois plus hauts cadres salariés ainsi que leurs avantages en nature s'élèvent sur l'exercice à 152 531 euros, dont 152 531 euros au titre des salaires bruts et 0 euros au titre des avantages en nature.

***Effectif moyen***

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	6	0
Non cadres	29	0
<b>TOTAL</b>	<b>35</b>	<b>0</b>



### *Nature et évaluation des contributions volontaires*

Les contributions volontaires en nature affectées à la réalisation du projet de l'association sont :

Gestion administrative et statutaire : 1 705€

- Locaux destinés à l'accueil du public, mis à disposition de l'Association :

Par la commune de Six-Fours Les Plages : 14 854€

Par la commune de La Seyne-Sur-Mer : 44 238€

Par l'Office de l'Habitat THM : 9 263€

Par la commune de Sanary-Sur-Mer : 1 740€

### *Honoraires du commissaire aux comptes*

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 9 222 E.

**AGENCE D'AIX-EN-PROVENCE**  
30, rue Paul Langevin  
13290 AIX-EN-PROVENCE CEDEX  
Tél : 04 42 52 73 10  
Fax : 04 42 17 03 47

**ASSOCIATION DE PREVENTION ET  
D'AIDE A L'INSERTION  
(A.P.E.A)**

5, Avenue Garibaldi  
83500 La Seyne sur Mer

---

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de  
l'exercice clos le 31 décembre 2025



**ASSOCIATION DE PREVENTION ET  
D'AIDE A L'INSERTION  
(A.P.E.A)**

5, Avenue Garibaldi  
83500 La Seyne sur Mer

---

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de  
l'exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Par ailleurs, en application de l'article R. 314-59 du code de l'action sociale et des familles, il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'organe délibérant.

**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

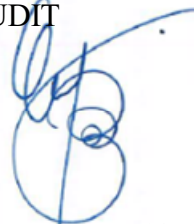
**Rémunération perçue par la directrice de l'association APEA**

*Personne concernée* : Madame Dominique PINETTI, Directrice de votre association.

*Nature, objet et modalités* : Madame Dominique PINETTI a perçu, au titre de ses fonctions de Directrice de votre association, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2025, une rémunération brute (hors charges patronales) de 59 753 euros.

Aix-en-Provence, le 29 avril 2026

Le Commissaire aux comptes  
FIDAUDIT



**Guillaume GASCOU**  
*Associé*